

quant l'armée permanente, l'abolition des budgets des cultes, la magistrature élue, l'élection à court terme de tous les agents, tous principes hors de discussion.

Qu'elle propose de voter des lois assurant aux travailleurs qui les exploitent les chemins de fer, les canaux, les mines et tous les crédits nécessaires aux associations ouvrières qui remplissent les conditions déterminées, etc., etc...

Que, en un mot, elle indique en un rapide manifeste toutes les conditions de l'établissement de la République Sociale.

Que la France, que les grandes villes apprennent au plus vite pourquoi Paris se bat; voilà le premier devoir, hommes de la Commune.

Le bruit du canon ne doit pas vous en distraire; que Paris apparaisse à la France ce qu'il est réellement: le soldat de la République, et la France des villes suivra Paris.

LISSAGARAY.

(« Le Bonnet Rouge » Mai 1871)

Le projet JEAN ZAY

Après des projets de réforme de l'enseignement tels que celui de Laval sur les écoles normales. Le projet Jean Zay vient à point pour montrer que les organisations ouvrières, ne s'opposent pas à une réforme de l'enseignement public, mais l'envisage dans un certain sens. Le projet présenté par Jean Zay est adopté par le gouvernement. Est-il l'expression exacte du désir de organisations intéressées? C'est ce que nous nous proposons d'étudier.

Entre le projet de statut de l'enseignement adopté par la F.S.I. et celui du gouvernement de F.P. existe non pas une opposition, mais un manque de coïncidence entre certaines conceptions. Il faut dire tout de suite néanmoins que le projet gouvernemental constitue un effort courageux de clarté et de méthode.

Notons les grosses améliorations contenues dans ce projet :

C'est, après l'unification, l'enseignement du second degré, un grand pas vers l'école unique, réalisé dans la gratuité des études de ce second degré.

C'est surtout à l'entrée de cet enseignement la suppression du « barrage d'argent », qui constituait l'ancien régime, et l'établissement par ce projet, du « barrage de l'aptitude », que sera le C.E.P. obligatoire.

C'est l'organisation d'une véritable sélection des enfants, permettant, dans les classes d'orientation professionnelle de les diriger véritablement, dans la voie qui leur sera la plus favorable.

C'est l'unification des diplômes pour tout le personnel de l'enseignement primaire.

C'est enfin le maintien des écoles normales, avec, espérons-le, un programme véritablement adapté à leur destination, c'est-à-dire à une préparation professionnelle.

C'est enfin, et la plus importante partie de la réforme, à notre sens, l'enseignement post-scolaire, devenu obligatoire, incombant à l'Etat, et non plus traité en parent pauvre, gros progrès dans le sens de l'éducation populaire.

Nous ne pouvons que regretter la grande discrétion et la grande brièveté du projet. Cela peut faire craindre des interprétations qui en fausseront l'esprit, et faire mal augurer de ce qui n'est pas dit, ou est remis à plus tard. Nous sentons la nécessité de compléter le projet. Et dans cette nécessité, deux idées maitresses dirigent notre pensée et notre désir d'action.

Assurer le recrutement populaire des instituteurs.

Développer la culture de la masse.

La seconde idée est partiellement satisfaisante par la réorganisation de l'enseignement post-scolaire; mais d'un autre côté, il faudrait qu'aucune équivoque ne subsiste sur les cours complémentaires, que ceux-ci, soient bien destinés à fournir un enseignement général et une « initiation » professionnelle; en aucun cas, il ne faudrait risquer de diminuer la culture dispensée à la masse par les cours complémentaires.

Pour la préparation des instituteurs, le projet serait une duperie, si les jeunes issus du peuple, se voyaient gênés dans leur accession à l'école normale par une « sélection » basée sur la situation sociale des parents, aussi est-il nécessaire d'assurer la gratuité, à partir de 16 ans pour l'accession aux fonctions d'enseignement.

En résumé, nous ne considérons toujours une réforme de l'enseignement utile et nécessaire, qui si elle répond à un besoin de l'éducation populaire ainsi définie :

« Elever l'esprit, aider le peuple à prendre conscience de sa misère, s'efforcer à l'équiper pour qu'il puisse acquiescer avec le sens de l'humain, la capacité politique, et à cet effet, développer son esprit critique et son sens social ».

R. B.

Les mesures financières du gouvernement

Qu'en pense la Presse...

des Possédants

A tout seigneur tout honneur. Puisque nous faisons un tour d'horizon dans la presse des possédants, notre bon vieux « Temps » — « La bourgeoisie faite journal », disait Jules Guesde — a droit à la première place. Et, pour la première fois depuis la constitution du gouvernement de Front Populaire, c'est pour approuver presque sans réserve les mesures prises par celui-ci :

« On ne peut qu'approuver les décisions prises hier en conseil des ministres. Elles étaient nécessaires, elles étaient urgentes. Elles marquent un retour aux saines doctrines financières, mais leur efficacité dépend beaucoup moins du pays lui-même que du gouvernement et de sa politique générale.

« Chose curieuse, mais qui n'est après tout, pas surprenante, les mesures auxquelles le gouvernement s'est résolu rencontrent plus d'approbation dans l'opposition que dans les rangs de la majorité. »

« Paris-Soir » nous donne l'opinion du président de la principale banque de Chicago, lequel approuve également la nouvelle politique financière du gouvernement et souhaite que le capital français collabore aussi intimement avec lui que le capital américain avec Roosevelt :

« En tout cas, nous saluons avec satisfaction tout ce qui tend à rétablir un régime financier et économique normal en France. Notre confiance en la sagesse française n'a jamais été ébranlée, mais le moment est venu de montrer que nous n'avons pas tort. L'exemple américain devrait servir de leçon. Chez nous aussi, le capital et la grosse industrie ont boudé Roosevelt, mais bien que l'opposition continue sur le terrain politique, notre collaboration avec Washington est plus étroite qu'elle paraît en surface. »

M. Gignoux, dans sa « Journée Industrielle », apporte au ministère l'appui du grand patronat de combat :

« Il n'est en effet besoin d'aucune menace ni adjuration pour nous mener à considérer, comme nous avons dit et écrit, que toute chance favorable au pays doit être secondée, d'où qu'elle vienne. Les dernières décisions gouvernementales répudient quelques erreurs substantielles et esquissent une politique relativement saine : cela suffit pour qu'elle ait notre appui. »

La Dictature du Capital

(suite de la 1^{re} page)

Le 16 décembre, devant la persistance de la grève des capitaux, le gouvernement offre aux détenteurs d'or et de devises qui ne s'étaient pas soumis aux lois antérieures la possibilité de souscrire à un emprunt remboursable en trois ans avec une prime de 40 %. Ces Messieurs jugent le cadeau encore insuffisant. Il leur faut, non seulement des avantages matériels, mais encore des garanties politiques. Ils savent qu'en 1937 la trésorerie, de par les remboursements d'emprunts antérieurs et surtout de par les dépenses extraordinaires d'armement, va connaître un déficit de 36 milliards. Puisque les lacunes du programme du Front Populaire et aussi le veto des ministres radicaux et du Sénat interdisent d'abandonner le surarmement et de prendre l'argent là où il est par les réformes de structure, le gouvernement devra passer sous les fourches caudines des possédants.

Après la pause, l'arrêt des réformes, ils exigent de lui pour souscrire à un emprunt qui ne comblera même pas tout le déficit du trésor une série de mesures qui leur accordent à la fois des avantages matériels immédiats et des garanties pour l'avenir.

1° L'achat de l'or par la Banque de France au cours du jour, sans justification d'indemnité.

Les fraudeurs invétérés qui avaient refusé de rendre leur or avant la dévaluation et même de l'échanger contre les titres du précédent emprunt, non seulement ne seront pas inquiétés mais toucheront immédiatement un bénéfice de 40 %.

2° Le nouvel emprunt comporte une garantie de change : capital et intérêts seront remboursables en francs, livres ou dollars au gré des porteurs. Ceux-ci auront donc tout à gagner à une nouvelle dépréciation du franc.

Et il n'est pas jusqu'à cette vieille culotte de peau de Castelnau qui, dans « L'Echo de Paris », ne se félicite des décisions gouvernementales :

« Que le gouvernement ait obliqué ou fait demi-tour à droite, qu'il ait changé son fusil d'épaule ou simplement rectifié le tir, qu'il ait profité du saint temps de la pénitence pour opérer une conversion temporaire ou rentrer définitivement dans le giron de l'orthodoxie financière, peu importe pour le moment. L'essentiel est que le gouvernement a placé les intérêts de la France au-dessus de l'esprit de parti. »

Pourquoi faut-il donc que dans presque chaque Revue de Presse, nous soyons obligés de rapporter la phrase de Bebel : « Quand mes adversaires me félicitent, je me demande quelle bêtise j'ai bien pu commettre ? »

Le jour même du Conseil des Ministres désormais historique, M. Fabry nous expliquait la raison profonde de ses décisions : il faut armer et encore surarmer :

« Les effectifs, les armements que M. Flandin et son gouvernement estimaient en 1935 absolument nécessaires et strictement suffisants, conviennent-ils encore, « Déjà, en juillet dernier, la question s'est posée et le Gouvernement français y a répondu en répudiant tout effort nouveau d'effectifs, et en intensifiant la fabrication d'armement. »

« On ne se chargera pas de dire ici et aujourd'hui si nos effectifs sont suffisants et la fabrication de notre matériel assez intense. Mais on affirme sans crainte de se tromper que, s'il est question de quelque chose, ce ne sera pas du service d'un an. Et, s'il s'agit du matériel, il ne peut être question que d'accroître — et non de diminuer — la durée des heures de travail. La défense nationale a des exigences plus exigeantes encore que l'Exposition. »

« En tout cas, nous sommes à une heure où rien ne peut être négligé de ce qui peut accroître notre force militaire. Rien ne pourrait plus l'affaiblir que la désunion entre Français. C'est déjà un peu la guerre qu'entraînent, et, comme aurait pu le dire M. de La Palice : la paix, c'est quand on ne se bat pas. »

Allons, enfants de la patrie ! Les porteurs d'or le versèrent à la Banque de France moyennant 40 % de bénéfice, les banquiers obtiendront la garantie de change pour l'emprunt, mais les travailleurs abandonneront leur pain, leur liberté et demain leur peau. Et, après cela, embrassons-nous.

En attendant les banques toucheront leur commission pour le placement des titres.

- 1° L'engagement de ne pas recourir au contrôle des changes, c'est-à-dire, le maintien de la liberté d'exportation des capitaux.
- 2° L'abandon de 6 milliards de dépenses, pas militaires bien entendu, et la renonciation à toute proposition de dépenses nouvelles : en fait, l'abandon de grands travaux et le retour à la sinistre déflation.
- 3° Enfin, pour couronner l'édifice, la nomination de MM. Rueff, Rist, et Baudoin, à une commission chargée de gérer le fonds d'égalisation des changes et de surveiller le marché des rentes, pratiquement, de contrôler le ministre des finances et le gouvernement tout entier. Qui sont ces Messieurs? M. Rueff, conseiller technique de Laval est l'auteur d'une splendide théorie économique selon laquelle les indemnités de chômage seraient la cause du chômage! M. Baudoin, directeur général de la Banque de l'Indochine, administrateur du Crédit Foncier de l'Ouest Africain, vice président d'Air France, administrateur de la Compagnie des Eaux et de l'Electricité de l'Indochine, de la Société Indochinoise d'Electricité, de la Compagnie des Tramways, etc., est l'ancien chef de cabinet de Poincaré et de M. Caillaux. M. Rist administrateur de la Banque de Paris et des Pays Bas et du canal de Suez, écrivait le 13 février dernier dans l'Europe Nouvelle, un article où il critiquait sévèrement toute la politique sociale du Front Populaire. On a pu dire avec raison que « les récents revivait ».

Devant une pareille situation André Chamson écrit avec raison dans « Vendredi » : « Disciplinés mais non dupes. » Et nous disons : aujourd'hui, être n-

Heureusement, il reste encore des esprits lucides qui refusent de tomber dans le panneau. André Chamson écrit, dans « Vendredi », sous le titre : « Disciplinés, mais non pas dupes » :

« Nous n'accepterons jamais de nous montrer à nous-mêmes et de montrer ainsi à ceux qui nous font confiance. Nous venons de subir notre première défaite et nous entendons le dire clairement pour que l'on sache bien que nous ne sommes pas dupes et que nous ne voulons pas dupes nos camarades. »

« Nous restons fidèles à la discipline du gouvernement du Front populaire. Mais la fidélité à une discipline n'exclut pas le jugement, ni la clairvoyance. Nous répons que nous venons de subir une défaite et nous ne l'acceptons qu'en pensant « qu'avant de se résoudre à des solutions d'ordre exceptionnel, le Gouvernement a voulu d'abord épuiser les moyens amiables et ordinaires. »

« Tout en marquant notre tristesse de voir une fois encore les catégories sociales les moins favorisées faire les frais des nécessités financières et budgétaires, nous avons accepté cette « pause » pour laquelle petits fonctionnaires et employés ont été sollicités — et ont accepté — de faire le sacrifice momentané de leurs plus légitimes revendications. A cette « pause » de l'amélioration des conditions de vie des plus humbles serviteurs de la collectivité nationale, nous espérons que correspondrait une « pause » égale du profit et de l'égoïsme. »

C'est également l'avis qu'exprime Robert Lacoste dans « La Tribune des Fonctionnaires ». Après avoir marqué que l'expérience libérale ne pourrait réussir que si le capitalisme faisait preuve de modération, il constate :

« Quand on est au courant des abominables spéculations pratiquées depuis quinze jours contre

LA PRESSE ET LA COMMUNE

LES AUTORITES REPUBLICAINES DE LA CAPITALE VEULENT FAIRE RESPECTER LA LIBERTE DE LA PRESSE AINSI QUE TOUTES LES AUTRES; ELLES ESPERENT QUE TOUS LES JOURNAUX COMPRENDRONT QUE LE PREMIER DE LEURS DEVOIRS EST LE RESPECT DU A LA REPUBLIQUE, A LA VERITE, A LA JUSTICE ET AU DROIT, QUI SONT PLACES SOUS LA SAUVEGARDE DE TOUS.

(J. O., 20 mars 1871.)

des Possédés

le franc par des gens qui tentent chaque jour, sans vergogne, d'assailir les conseils du gouvernement, on ne croit ni à cette complaisance, ni à cette modération.

« La modération, il n'y a que nous qui en ayons fait montre. Je pèse mes mots et déclare : « C'est assez ! »

« Le petit fonctionnaire ne doit pas plonger dans la misère pendant que des individus sans conscience s'enrichissent à la Bourse. »

Bergery, dans « La Flèche », rappelle ce que nous avons souvent dit, à savoir que les réformes de répartition ne pouvaient avoir d'effets durables que si elles étaient accompagnées des réformes de structure :

« A notre sens, si, malgré la reprise indéniante, de graves difficultés subsistent, cela tient à ce que les circonstances ont amené le gouvernement à « mettre la charue avant les bœufs » — à faire bénéficier les Français d'avantages cent fois justifiés, et cent fois réalisables, mais qui, pour être durables, doivent être la conséquence de réformes de structure économique. Or, ces réformes, on ne les a accomplies ni préalablement ni ultérieurement. »

L'éditorial de « La Vague » fait appel à l'action directe des travailleurs pour redresser une situation compromise par la victoire des banques sur le gouvernement :

« C'était le « gouvernement du Front Populaire ». Le Front Populaire — disons simplement : le Peuple — doit dorénavant compter sur d'autres forces, sur ses propres forces. Mais les financiers auraient tort de crier victoire et leurs amis du fascisme de triompher trop vite. Ces forces du peuple, qui sont faites de sa conscience, de son union, de son organisation, sont les plus grandes et les plus sûres. Qu'il le veuille comme il l'a voulu en juin, et elles seront irrésistibles. »

Dans notre avant-dernier numéro, nous avons demandé au « Canard Enchaîné » de bien vouloir céder au Fou du Roi la place réservée à la presse humoristique. Nous ne dirons pas aujourd'hui à quel journal ex-séieux nous avons ravi la place pour pouvoir citer l'excellent article d'André Guérin qui, dans le « Canard » de cette semaine, écrit sous le titre : « On a volé les enfants de M. Pierre Laval » :

« C'est officiel, et même imprimé. S'obstiner à aller prendre l'argent là où il est ; Cette plaisanterie. Quand il est si simple de lui demander poliment de se présenter aux guichets, moyennant ainsi qu'il se doit, une honnête ristourne. Et les fraudeurs du fisc, et les planqueurs d'or, les pour-suivre, et au besoin (comme certains énergumènes l'avaient suggéré) les fourrer en prison ? Tout cela, selon la forte expression de M. Louis Marin, n'était que paroles verbales. La vraie solution, la seule, c'est le libéralisme. Le-roy-Beaulieu avec nous ! En foi de quoi, aux applaudissements des banques, les curés eux-mêmes monteront en chaire pour recommander l'emprunt du Front Populaire. »

« Qu'est-ce que vous diriez, vous, à la place de M. Pierre Laval ?

« Vous diriez, avec toutes les personnes régulières, que vous êtes victimes d'une véritable escroquerie.

« Comment ! Pendant des mois et des mois, vous passez pour être l'homme des banques, et vous faites ce qu'il faut. Vous passez également pour être l'homme des curés, et vous allez à Rome baiser la mule du pape. Pas une seconde, vous n'hésitez, pour la bonne cause, à vous compromettre et à vous discréditer. Et, en manière de récompense, on te vous laisse froidement tomber, comme si vous n'existiez pas ?

« Avouez qu'il y a là de quoi sortir de son caractère... »

Il y a là évidemment une injustice flagrante.

A quand la réparation ?

NOUVELLES DE L'U. R. S. S.

Pasternak et Selvinsky accusés d'antisovietisme

Le plénum de l'Union des écrivains soviétiques par lequel se sont achevées les solennités commémoratives de la mort de Pouchkine, a duré cinq jours au cours desquels furent lus de nombreux rapports. Mais la véritable question à l'ordre du jour n'était pas l'art de Pouchkine, c'était la vieille querelle du formalisme et de l'art politique qui animait les débats. Débats où on attaquait Boukharine et Radek et ceux qu'ils avaient vantés parmi les poètes : Pasternak et Selvinsky.

Dans son rapport sur la prose de Pouchkine, V. Tynianov déclara que de nos jours Pouchkine doit redevenir le maître de la littérature soviétique — car il montra l'innanité de l'art passif ».

V. Stavski, le secrétaire de l'Union des écrivains soviétiques, a fait un rapport au cours duquel il déclara que l'influence des trotskystes, des ennemis de la réalité soviétique, s'était manifestée aussi dans la littérature, et plus particulièrement dans la poésie. Là aussi ils auraient employé le même système d'infiltration, de trahison. Ils auraient joué un jeu double.

Pour tout dire Boukharine avait fait il y a un an et demi un discours aux poètes, un discours sur la poésie, où il désignait comme maîtres à la jeune génération Pasternak et Selvinsky.

Et ceux-ci sont maintenant accusés de trahison, on nie même leur valeur littéraire. On nie la valeur exceptionnelle de Pasternak dont les ouvriers venus en délégation au premier grand congrès des écrivains tenu à Moscou avaient déclaré qu'ils étaient fiers qu'il existât en Union soviétique et

non seulement à la discipline socialiste, mais même à la simple discipline du Front Populaire, c'est pour les masses populaires reprendre l'offensive, et par l'action directe faire contre poids à la pression du grand capital. Nous devons imposer la nationalisation des trusts qui seuls libéreront le gouvernement de la tutelle des oligarchies financières. Et si celles-ci résistent, c'est la dictature du prolétariat qui, brisant leur dictature, établira la véritable démocratie, assurant ainsi enfin aux travailleurs le Pain, la Paix, la Liberté.

que s'il était obscur, c'était aux masses à se cultiver pour pouvoir le comprendre. Et cela avait profondément touché nos intellectuels qu'un poète comme Pasternak soit connu et aimé des ouvriers en Union Soviétique.

Mais maintenant à nouveau on lutte contre le formalisme.

Un article non signé de la Pravda intitulé « De la poésie politique » conclut : « Il faut briser à tout jamais le pont de vue esthète-bourgeois en poésie il faut lever haut l'étendard de la poésie claire, de la poésie politique ».

Après avoir déclaré que Boukharine faisait l'éloge de Pasternak et de Selvinsky et les recommandait comme modèles afin de détourner les jeunes poètes de la réalité soviétique, après avoir accusé Pasternak de s'être « servi de l'obscurité de son art dans des buts « ennemis » et Selvinsky de nier la réalité soviétique, le plénum s'est terminé dans une atmosphère moins violente.

Il est vrai que Pasternak avait répondu à ces accusations en se défendant de ne pas être de toutes ses pensées avec les masses, avec le pays, avec le parti.

Quant à Selvinsky, après avoir éprement et violemment réagi sous le coup de l'accusation et déclaré qu'il savait bien que, quoiqu'il écrivit, on trouverait toujours dans ses poèmes un vers à dénaturer, à lui reprocher, qu'il ne pouvait pas travailler dans ces conditions, il envoya à la fin du plénum une lettre au secrétaire de l'Union, Stavsky, déclarant reconnaître l'énonciation de la faute politique qu'il avait commise en niant qu'il lui soit donné actuellement en Union Soviétique toutes possibilités de développer son talent et de le manifester.

Au cours de son rapport Stavsky insista sur la nécessité pour les écrivains de représenter la réalité soviétique actuelle et il constata avec satisfaction que le thème de la défense militaire de l'U.R.S.S. occupait une place particulièrement importante dans la production littéraire de l'année. Ainsi : « En Orient » de Pavlenko, « Le grand jour », pièce de Kirichon, « Aviateur » de Rakhilo, « Le capitaine de vaisseau » de Novikov-Priboï, y sont consacrés. Et Stavsky souligne ainsi que les écrivains doivent participer de toutes leurs œuvres à la mobilisation des esprits.

Préparation militaire pour les écoliers

L'Osoaviakim, union pour la défense aérienne et chimique de l'U.R.S.S. a publié le 3 mars un programme de préparation militaire pour les écoliers, approuvé par le Gouvernement.

Plus de douze millions d'écoliers et d'étudiants âgés de douze à dix-huit ans, suivront à partir de ce mois-ci des cours de préparation militaire.

Ces cours comprennent l'étude des manœuvres navales, de la cavalerie, de l'équipement des avions, et de la défense contre l'agression militaire et de la guerre chimique.

Cette année, 200.000 enfants apprendront à tirer, 700.000 jeunes gens se spécialiseront dans la défense contre-avion et 150.000 se spécialiseront dans la construction des avions.

Des fusils de petit calibre ont été spécialement commandés pour l'entraînement au tir.

Augmentation de la natalité

On parle beaucoup ces jours-ci dans les journaux soviétiques, de la natalité. Le Journal de Moscou consacre toute une page intitulée. Un bébé est né aux progrès de la science qui ont libéré la femme soviétique des douleurs de l'enfement.

La Pravda du 3 mars, dans son éditorial : « Protection de la mère et de l'enfant » annonce victorieusement que le chiffre des naissances à Moscou pour février 1937 atteint 13.000, soit deux fois plus qu'un an auparavant. Quant à l'accroissement des naissances, elle l'attribue à l'élévation du niveau de vie de la population, bien qu'il soit surtout dû, selon toute évidence, à l'interdiction de l'avortement datant du printemps dernier.

Et n'oublions pas qu'alors, bien des ouvrières avaient timidement protesté dans les journaux contre un projet plus que prématuré, demandant d'attendre encore un peu que le niveau de vie s'améliore, que la crise des logements soit moins grande etc.

Moscou, 5 mars, (Tass).

Le plénum du Comité Central a exclu du parti Rykov et Boukharine.